

ALLOCUTION DE BIENVENUE

DE

S.E. Mme. Sihem Boughdiri Nemsia

Ministre des Finances de la Tunisie

Délivré lors de la session ministérielle du

7^{ème} Comité technique spécialisé sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration (CTS)

RÉUNION MINISTERIELLE

Organisé sous le thème :

« Renforcer la coordination des politiques macroéconomiques et sectorielles en Afrique : défis, opportunités et priorités politiques pour une croissance inclusive et un développement durable »

Lieu : Hôtel Movenpick Du Lac

Tunis, Tunisie

06 juillet 2024

**Monsieur le Ministre des Finance de l'Eswatini,
Président du Bureau du Comité technique spécialisé ;
Mesdames et Messieurs les Ministres, chers
collègues ;**

**Monsieur le Commissaire de la Commission de l'Union
africaine ;**

**Honorables Gouverneurs des banques centrales
africaines ;**

**Monsieur le Directeur général de l'Organisation
Internationale du Travail;**

**Madame le Secrétaire exécutif adjoint de la
Commission économique des Nations Unies pour
l'Afrique ;**

**Monsieur l'économiste en chef au Groupe de la Banque
africaine de développement ;**

Monsieur le Vice-président exécutif principal à la Banque africaine d'import-export;

Mesdames et Messieurs, chers invités ;

C'est pour moi un grand honneur et un plaisir de vous accueillir chaleureusement à cette 7^{ème} session ordinaire du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration qui se tient à Tunis.

Permettez-moi tout d'abord de remercier la Commission de l'Union africaine, pour avoir choisi la Tunisie pour abriter cette importante rencontre statutaire de notre Organisation continentale.

Je voudrais également remercier toutes les délégations des États membres de l'Union africaine pour leur présence pour nous aider à approfondir notre réflexion sur le thème de cette session : « Renforcer la coordination des politiques macroéconomiques et sectorielles en Afrique : défis,

opportunités et priorités politiques pour une croissance inclusive et un développement durable ».

Mesdames et Messieurs,

Ce 7^{ème} CTS constitue une étape importante dans le contexte socio-économique actuel de notre continent confronté aux conséquences prolongées de la pandémie COVID-19, de la guerre russo-ukrainienne, des tensions géopolitiques et des conséquences dramatiques du changement climatique.

Je vais structurer mes remarques autour de trois axes : premièrement, le défi macroéconomique posé par les trois défis qui se renforcent mutuellement : la COVID-19, l'insécurité et le changement climatique. Ensuite, je vais parler de l'expérience tunisienne pendant cette période et ; enfin, je vais conclure par quelques réflexions sur les leçons que nous pouvons tirer pour améliorer la coordination des politiques macroéconomiques et sectorielles en faveur d'une croissance durable et d'une prospérité partagée.

Concernant les défis macroéconomiques

Comme vous le savez tous, la pandémie de COVID-19 a mis terme à un épisode de croissance économique forte en Afrique et plongé nos économies dans une première récession économique profonde.

En effet, avant 2020, la croissance annuelle de l'Afrique était en moyenne de 5 % entre 2000 et 2019. Cette performance économique était en totale contradiction avec la faible performance économique des années 1980 et 1990, que l'on appelle les décennies perdues.

De 2000 à 2019, la croissance de l'Afrique a été alimentée par des prix relativement élevés des matières premières ; une demande intérieure croissante; un allègement des contraintes infrastructurelles ; des liens commerciaux et d'investissement plus étroits avec les économies émergentes ; et l'amélioration des environnements économiques mondiaux et régionaux.

Toutefois la croissance économique a toujours été inférieure à son potentiel et frappée par une série de chocs, notamment : les guerres, l'instabilité politique, les catastrophes naturelles dues aux changements

climatiques, les épidémies, la détérioration des termes de l'échange et l'arrêt soudain des flux de capitaux, entre autres.

Au total, malgré ces performances économiques remarquables, l'évaluation de la qualité de la croissance africaine montre que : la croissance reste volatile, malgré un fort processus d'accumulation du capital et de nouveaux partenaires commerciaux, et ; surtout qu'elle n'a pas été inclusive pour créer suffisamment d'emplois et se traduire par un plus grand bien-être.

La croissance économique est certes de retour depuis 2021. Les données montrent que la croissance devrait se stabiliser à 4 % en 2024 et au-delà, si les paramètres économiques mondiaux restent stables.

Cette tendance positive reste toutefois inférieure aux niveaux réels attendus de croissance de 7 à 10 pour cent, nécessaires pour réaliser des progrès significatifs en matière de création d'emplois, de réduction de la pauvreté et des inégalités.

Concernant l'expérience Tunisienne,

La Tunisie, avec son histoire riche et sa position géostratégique n'a pas été épargnée de ces aléas qui ont été stimulateurs d'une récession économique sans précédent en 2020. La reprise, bien qu'entamée avec sa transition politique récente, demeure entravée par divers facteurs, tant externes qu'internes. Ces séries de crises ont mis en lumière la fragilité de notre stabilité économique. Cela a placé la relance économique au cœur d'une mission exigeant une stratégie multidimensionnelle et un effort soutenu, impliquant la collaboration de tous les acteurs économiques.

Notre expérience en matière de gestion des crises a mis en évidence que des solutions inclusives peuvent émerger même en période de difficultés. En effet, nous avons élaboré un programme national de réformes engageant tous les acteurs économiques. Il s'agit d'une initiative ambitieuse qui repose sur les principes du respect des droits fondamentaux, de la promotion de l'approche participative, ainsi que de la préservation de la paix sociale.

Ce programme de réformes structurelles vise à mettre en place une panoplie de réformes multidimensionnelles qui touchent aux différentes politiques et qui ont pour principaux objectifs de :

- Rétablir l'état de droit, renforcer la concurrence et lutter contre la corruption,
- Booster la relance économique et promouvoir un développement inclusif et durable,
- Assurer la soutenabilité des finances publiques,
- Soutenir les institutions économiques, promouvoir l'investissement et le climat des affaires et mobiliser l'épargne,
- Renforcer la résilience du système financier,
- Assurer une large inclusion sociale et financière.

Aujourd'hui, de multiples chantiers de réformes adaptés à notre propre vision sont entamés. Bien que nous ayons progressé de manière significative dans la mise en œuvre de certains d'entre eux malgré les défis liés au financement extérieur, nous demeurons engagés dans la même dynamique de persévérance et du compte sur soit jusqu'à l'atteinte de nos objectifs. Nous sommes déterminés à

surmonter les défis, à mobiliser les ressources nécessaires et à travailler avec dévouement pour créer un avenir meilleur conforme à nos aspirations nationales.

Nous avons implémenté diverses mesures visant à lutter contre la fraude et la corruption, dans le but de favoriser un environnement d'investissement sain. Nous sommes fermement convaincus qu'un système fiscal efficace et équitable, accompagné d'un cadre réglementaire clair appliqué d'une manière équitable à tous les acteurs, constitue la clé pour restaurer la confiance des investisseurs étrangers et créer un climat favorable au développement.

La Tunisie continue à suivre un processus de transformation de son économie grâce à des investissements stratégiques dans les secteurs productifs, les infrastructures, les nouvelles technologies, les énergies renouvelables et les compétences humaines pour pérenniser sa croissance économique face aux chocs et renforcer davantage ses acquis.

La Tunisie prend conscience de la nécessité de diversifier ses partenariats internationaux pour mieux mobiliser des ressources de financement, stimuler sa croissance économique, encourager les échanges culturels et renforcer la stabilité régionale. Cette démarche illustre l'orientation ouverte et proactive de la Tunisie, cherchant à élargir ses alliances, à explorer de nouvelles opportunités et à s'ouvrir à des compétences et à des expériences d'autres nations.

Dans cette optique, nous croyons fermement que l'intégration régionale est essentielle pour offrir aux producteurs tunisiens et africains l'accès à un marché de 1,4 milliard de consommateurs potentiels. Nous investissons dans des chaînes de valeur régionales productives qui offrent la possibilité de créer des synergies et de tirer parti de nos avantages comparatifs pour produire les biens dont nos pays ont besoin.

Pour libérer le potentiel inexploité du continent, nous devons tirer parti des ressources nationales et étrangères.

Notre objectif est d'attirer davantage d'investissements directs étrangers dans tous les secteurs notamment l'agriculture, l'industrie les services et les énergies renouvelables.

Nous sommes également favorables à une réforme en profondeur de l'architecture financière mondiale afin que la finance internationale soit au service du développement et surtout au service des priorités de l'Afrique.

Concernant le troisième axe de mon intervention, je vais poser cette question :

Quelles leçons pouvons-nous tirer pour orienter la coordination des politiques macroéconomiques et sectorielles en faveur d'une croissance durable et d'une prospérité partagée ?

Premièrement : la croissance et le développement sont un processus qui concerne l'ensemble des ministères d'un pays. Nous devons définir nos priorités et travailler

ensemble, dans une coordination gouvernementale renforcée pour mettre en œuvre les politiques formulées.

Deuxièmement : nous devons œuvrer au maintien de la stabilité macroéconomique pour lutter contre l'inflation et la dépréciation du taux de change. Dans ce contexte, une meilleure coordination entre la politique monétaire et la politique budgétaire est indispensable.

Troisièmement : la coordination entre politique macroéconomique et sectorielle doit favoriser l'investissement dans le capital humain. A cet égard, il est primordial d'investir dans la science et la technologie pour renforcer l'innovation en vue de favoriser la transformation productive. Pour y parvenir, il est judicieux d'investir dans les infrastructures, l'énergie et, plus important encore, dans les compétences. J'insiste sur l'investissement dans les compétences car notre atout majeur réside, dans la jeunesse de notre population qui est prévue croître de 1.4 milliard d'habitants aujourd'hui à près de 2,7 milliards d'habitants en 2060 avec un âge médian de 19 ans.

Quatrièmement : nous devons accroître les ressources financières intérieures et extérieures pour combler le déficit de financement de l'Afrique. Au-delà de l'Aide Publique au Développement, l'Afrique doit se concentrer davantage sur des approches innovantes pour mobiliser les ressources nationales et les capitaux privés extérieurs. La coordination entre politiques macroéconomiques et sectorielles doit également aider à la réduction des flux financiers illicites qui coûtent près de 89 milliards de dollars américains au continent chaque année.

En guise de conclusion,

La 7^{ème} session ordinaire du Comité technique spécialisé sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration nous offre une opportunité unique de discuter ensemble de ces questions pertinentes pour le bien-être de nos populations. Plus encore, cette session permettra d'échanger sur des questions brûlantes à l'instar de la définition de nos priorités pour une participation réussie de l'Afrique au G20. Cette problématique est importante car elle facilitera l'adoption de

positions commune sur la gestion de la dette et la réforme des institutions financières internationales.

Sur cette note, je souhaite le plein succès à nos délibérations et je vous remercie pour votre aimable attention.